

Édition du mercredi 10 décembre 2008

Hérault

La fièvre gagne les écoles après la "sanction" contre l'instit frondeur

Bastien Cazals avait envoyé une lettre de désobéissance à Nicolas Sarkozy.

Pour l'administration, ce n'est pas une sanction mais une simple « *mesure administrative* ». Hier matin, à 9 heures, une inspectrice s'est rendue à l'école Louise-Michel de Saint-Jean-de-Védas, dans l'Hérault, pour remettre un courrier à Bastien Cazals l'informant d'un retrait sur son traitement.

Le 25 novembre, cet enseignant avait envoyé une lettre au président de la République où il se disait « *contraint de devenir un fonctionnaire désobéissant* ».

L'instituteur, qui est également directeur de l'école, annonçait qu'il n'appliquerait pas les nouveaux programmes et ne se plierait pas à l'aide personnalisée, destinée selon lui à remplacer les Rased (réseau d'aides spécialisées). Il exprimait ainsi son opposition aux réformes du ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.

Le 3 décembre, Bastien Cazals était convoqué à l'inspection d'académie et hier, le verdict de l'administration est tombé : « *Compte tenu que depuis le 1^{er} décembre, vous n'avez pas mis en oeuvre l'aide personnalisée, soit cinq jours d'accomplissement partiel de vos obligations (...), j'ai le regret de vous faire savoir que je vais procéder (...) au retrait de 5 / 30 e de votre traitement* », lui indique l'inspecteur d'académie.

A la veille de la journée nationale d'action pour l'éducation, la sanction a fait l'effet d'une bombe dans le milieu enseignant et sur internet.

« *C'est totalement disproportionné ! Je m'attendais éventuellement à un blâme ou à un avertissement, mais jamais à ça, s'insurge l'instituteur. Je fais quand même mes heures. Cette sanction devient un facteur de tension supplémentaire. On ne pouvait pas mieux faire pour mettre de l'huile sur le feu !* » Une analyse que partage Alain Refalo à l'origine du "Collectif des enseignants en résistance". « *Après Marseille, c'est Montpellier qui arrive en pointe du mouvement contre les mesures de Xavier Darcos. L'opération baptisée "Nuit des écoles", lancée en juin, a été reboostée par cet incident. La colère des enseignants est accentuée* », explique-t-il.

Hier soir, à Montpellier et dans plusieurs communes de la périphérie, comme Saint-Jean-de-Védas ou Lavérune, une vingtaine d'écoles avaient invité parents et enseignants à participer à des réunions-veillées après la classe. Aujourd'hui, à 16 h 30 au Peyrou et à 17 h sur la Comédie, parents et enseignants « *résistants* », affublés de gilets fluo et munis de torches, ont prévu de poursuivre la fronde amorcée le 19 octobre.

Viscéralement pro-Bastien et définitivement anti-Xavier.

Sandra CANAL